

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
VENDREDI 29 NOVEMBRE 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le vendredi 29 novembre 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : DIR Anaïs

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
63	17	1

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 24/11/243

**DELEGATION DE SERVICE
PUBLIC RELATIVE A
L'EXPLOITATION DU BAR-
RESTAURANT DU PORT DE
LA COUDOULIERE ET A
L'EXPLOITATION DU SOUS-
TRAITE D'EXPLOITATION DU
LOT DE PLAGE N°1 - CHOIX
DE L'ATTRIBUTAIRE DU
SOUS-TRAITÉ DE PLAGE**

PRESENTS :

Mme Dominique ANDREOTTI, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice BROTONS, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Pascale JANVIER, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emiliën LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

REPRESENTES :

M. Thierry ALBERTINI ayant donné pouvoir à Mme Sylvie LAPORTE, Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, M. Patrice CAZAUX ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, Mme Delphine GROSSO ayant donné pouvoir à M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Jean-David MARION, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Olivier CHARLOIS, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, Mme Valérie RIALLAND ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, M. Yann TAINGUY ayant donné pouvoir à M. Guy RAYNAUD, Mme Magali TURBATTE ayant donné pouvoir à Mme Pascale JANVIER, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI.

ABSENT :

Mme Sandra TORRES.

Séance Publique du 29 novembre 2024

N° D' O R D R E : 24/11/243

**O B J E T : DELEGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIVE A
L'EXPLOITATION DU BAR-RESTAURANT DU PORT DE
LA COUDOULIERE ET A L'EXPLOITATION DU SOUS-
TRAITE D'EXPLOITATION DU LOT DE PLAGE N°1 -
CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE DU SOUS-TRAITÉ DE
PLAGE**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5217-1, L.5211-1 et L.2121-22-1, L.1411-1 et suivants,

VU le Code de la Commande Publique et notamment les articles L.3100-1 et suivants et R.3111-1 et suivants,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article R.2124-31,

VU la compétence autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages transférées à la Métropole Toulon Provence Méditerranée le 1^{er} janvier 2018,

VU l'arrêté préfectoral du 4 mars 2019, par lequel la concession de plage naturelle de la Coudoulière a été accordée à la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour une durée de 12 ans à compter du 1^{er} mars 2019 jusqu'au 28 février 2031,

VU l'avis du Comité Technique du 23 juin 2023,

VU l'avis de la Commission Consultative des services Publics Locaux en date du 23 mai 2023,

VU le groupement d'autorités concédantes conclu le 20 novembre 2023 entre la commune de Six-Fours-les-Plages et la Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant pour objet de charger la commune de Six-Fours-les-Plages en qualité de coordonnateur, de préparer, d'organiser et de conduire la présente procédure unique de publicité et de mise en concurrence conduisant à l'attribution du lot de plage n°1, compétence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, et du bâtiment de restauration, domaine public de la ville,

VU la délibération n°23/07/184 du Conseil Métropolitain en date du 6 juillet 2023 approuvant le principe de la Délégation de Service Public comme choix du mode de gestion pour l'exploitation d'activités de bain de mer sur la concession de plage naturelle de La Coudoulière à Six-Fours-les-Plages,

VU l'arrêté n°17760 en date du 27 juillet 2020 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Jérémie VIDAL, pour mener à bien la procédure de négociations concernant la Délégation de Service Public pour l'exploitation d'activités de bains de mer sur la Commune de Six-Fours-les Plages – lot n°1 de la plage de la Coudoulière,

VU la délibération n°16683 en date du 18 septembre 2024 de la Commune de Six-Fours-les-Plages, approuvant l'attribution de concession du bar-restaurant à la SARL CANARI, sise 420, Corniche de la Coudoulière, 83140 Six-Fours-les-Plages, représentée par Monsieur Anthony PAULIN,

VU le rapport de l'exécutif, établi en application de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales proposant de retenir la SARL CANARI, sise 420, Corniche de la Coudoulière 83140 Six-Fours-les-Plages, représentée par Monsieur Antony PAULIN, en qualité de sous-traitant, délégataire de service public, à compter de la notification du contrat,

VU les documents transmis aux membres du Conseil Métropolitain en vertu de l'article L.1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la décision de la Commission de Concession et de Délégation de Service Public en date du 15 juillet 2024 sur les candidats admis à présenter une offre,

VU la décision de la Commission de Concession et de Délégation de Service Public en date du 19 juillet 2024, sur les candidats admis à négocier,

VU le projet de sous-traité d'exploitation et ses annexes, annexé au rapport de l'exécutif,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration Générale en date du 12 novembre 2024,

CONSIDERANT que le lot consiste en une plage d'une superficie maximale de 200m², sur laquelle le sous-traitant du lot n°1 est autorisé à exploiter un service de bains de mer (location de matelas – parasols),

CONSIDERANT qu'un avis de concession a été adressé pour publication le 24 mai 2024 et publié sur les supports suivants :

- WEB aws, paru le 26 mai 2024,
- BOAMP, paru le 26 mai 2024,
- JOUE, paru le 28 mai 2024,
- Revue spécialisée L'HOTELLERIE, paru le 07 juin 2024,
- Var-Matin paru le 30 mai 2024,

CONSIDERANT que les candidats étaient invités à remettre leur candidature et leur offre au plus tard le 3 juillet 2024 à 16H00,

CONSIDERANT que les plis des deux candidats ont été déposés dans le délai imparti soit:

- la SARL CANARI,
- la société en cours de constitution SA MV,

CONSIDERANT que suite à l'ouverture des plis de candidature le 3 juillet 2024, la Commission de Concession et de Délégation de Service Public s'est réunie le 15 juillet 2024 pour procéder à l'examen des dossiers de candidature remis et a admis les candidats la SARL CANARI et la société en cours de création SA MV à présenter une offre,

CONSIDERANT que la Commission de Concession et de Délégation de Service Public réunie le 19 juillet 2024 a rendu son avis sur les offres remises par les candidats la SARL CANARI et la société en cours de création SA MV par lequel, après analyse, elle proposait d'engager les négociations avec le soumissionnaire précité,

CONSIDERANT que les candidats étaient invités à participer à une négociation le 29 juillet 2024 par courrier en date du 19 juillet 2024 de la Commune de Six-Fours-les-Plages,

CONSIDERANT qu'une série de questions relatives à leur offre a été adressée aux candidats le 29 juillet 2024 avec une date limite de réponse fixée au 19 août 2024 à 12h par courrier de la Commune de Six-Fours-les-Plages,

CONSIDERANT que les candidats étaient invités à remettre leurs offres définitives le 19 août 2024 à 12h,

CONSIDERANT les éléments apportés par candidats la SARL CANARI et la société en cours de création SA MV dans le cadre de cette négociation,

CONSIDÉRANT qu'au regard des conclusions du rapport de l'exécutif, transmis aux conseillers métropolitains conformément à l'article L.1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'offre du candidat SARL CANARI apparaît comme la meilleure offre au regard de l'avantage économique global pour l'autorité concédante, au regard des critères d'analyse des offres régulièrement publiés,

CONSIDÉRANT le projet de contrat pour la Délégation de Service Public pour l'exploitation d'activités de bain de mer lot n°1 de la Coudoulière sur la Commune de Six-Fours-les-Plages,

CONSIDÉRANT que la redevance annuelle pour le lot de plage est composée d'une part fixe et d'une part variable. La proposition du candidat est la suivante :

- une part fixe forfaitaire de 5 472 € versée chaque année,
- une part variable de 2% du chiffre d'affaires annuel global (prévisionnel ou réalisé pendant la période d'exploitation), le montant du chiffre d'affaires moyen prévisionnel estimé par le soumissionnaire s'élevant à 38 375 € pour les 6 périodes d'exploitation,

CONSIDERANT les tarifs proposés par le candidat lié à l'activité principale du lot de plage qui sont les suivants :

ACTIVITES	Matelas simple	1 Matelas + 1 Parasol
DEMI-JOURNEE	14 €	14 €
JOURNEE	20 €	20 €

CONSIDÉRANT les conclusions du rapport de l'exécutif, établi en application de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales proposant de retenir la société SARL CANARI, sise 420, Corniche de la Coudoulière, 83140 Six-Fours-les Plages représentée par Monsieur Anthony PAULIN, comme sous-traitant, Déléataire de Service Public,

CONSIDÉRANT le projet de sous-traité et l'ensemble de ses annexes,

CONSIDÉRANT la convention du groupement d'autorité concédante qui précise dans son article 4 que restent à la charge de chaque partie et ne sont pas assurées par le coordonnateur la saisine de l'assemblée délibérante concernant le choix de la société retenue pour l'attribution du contrat, le vote des tarifs et la signature du contrat,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'APPROUVER le choix de la SARL CANARI, sise 420, Corniche de la Coudoulière, 83140 Six-Fours-les-Plages, représentée par Monsieur Anthony PAULIN, comme sous-traitant pour la Délégation de Service Public pour l'exploitation d'activités de bains de mer sur la commune de Six-Fours-les-Plages – Lot n°1 de la plage de la Coudoulière, à compter de la date de notification au sous-traitant et pour une durée d'exploitation de 6 périodes d'exploitation consécutives.

ARTICLE 2

D'APPROUVER l'économie générale et les termes du projet de contrat de sous-traité et ses annexes, pour la Délégation de Service Public pour l'exploitation d'activités de bain de mer sur la commune de Six-Fours-les-Plages – lot n°1 de la plage de la Coudoulière, ainsi que les documents qui y sont annexés.

ARTICLE 3

DE FIXER une redevance fixe annuelle de 5 472 € et une redevance variable de 2 % du chiffre d'affaires annuel (prévisionnel ou réalisé) pour le lot de plage,

ARTICLE 4

D'APPROUVER les tarifs proposés par le candidat retenu.

ARTICLE 5

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, ou son représentant, à signer le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes, à intervenir et à procéder aux mesures de publicité requises.

ARTICLE 6

D'APPROUVER le rapport de l'Exécutif.

ARTICLE 7

DE CHARGER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, ou son représentant, de l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 8

DE DIRE que les recettes seront imputées sur le budget principal, fonction 56, article 70323, opération 700 notamment une redevance fixe annuelle de 5 472 € et une redevance variable de 2 % du chiffre d'affaires (prévisionnel ou réalisé).

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 29 novembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



DIR Anaïs

Le secrétaire de séance

POUR 76

CONTRE 0

ABSTENTION 4

Monsieur Olivier CHARLOIS , Monsieur Philippe LEROY, Madame Cécile MUSCHOTTI, Madame Rachel ROUSSEL.

**SOUS-TRAITE D'EXPLOITATION DU LOT DE PLAGE N°1
PLAGE NATURELLE DE LA COUDOULIERE SUR LA COMMUNE DE SIX-FOURS-LES-PLAGES**

Pour la procédure de mise en concurrence préalable à la désignation des sous-traitants de la concession de la plage naturelle de la Coudoulière, qui ont la qualité de délégataires de service public, la métropole Toulon Provence Méditerranée exercera librement les prérogatives imparties à l'autorité délégante fixées par le Code de la Commande Publique et par les articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales. Pour pouvoir être visés au titre de l'accord préalable par le Préfet conformément aux dispositions de l'article 9 du cahier des charges de la concession, les contrats de sous-traitance devront respecter les dispositions dudit cahier des charges.

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DU CONCESSIONNAIRE ET DU SOUS-TRAITANT

Le présent sous-traité, établi conformément à l'acte de concession de la plage naturelle de la Coudoulière accordé à la Métropole Toulon Provence Méditerranée par arrêté préfectoral du 4 mars 2019 et modifié par avenant n°1 en date du 30 octobre 2020 est passé :

Entre la métropole Toulon Provence Méditerranée (concessionnaire), représentée par son président en exercice Monsieur Jean-Pierre GIRAN, domicilié à l'Hôtel de la Métropole,

et

Pour une personne morale

Agissant au nom et pour le compte de la société ou groupe de personnes physiques défini à l'article R.2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques relatif aux concessions de plage :

Forme juridique et nom de la société (joindre les statuts de la société) : SARL CANARI – LA PETITE PLAGE

- au capital de : 5.000€

- siège social : 420 CORNICHE DE LA COUDOULIERE

- Téléphone : 04 94 34 61 27

Représentée par :

Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro d'identité d'établissement (SIRET) : 752.897.975.00013

- code activité économique principal (APE) : 5610A

- n° d'inscription au registre du commerce et des sociétés : 752.897.975 TOULON

(Remplacer s'il y a lieu, « registre de commerce et des sociétés » par « répertoire des métiers »).

Ce sous-traité, purement et rigoureusement personnel (« *intuitu personæ* »), est attribué par délibération du Conseil Métropolitain après une procédure de délégation de service public. Il devra avoir reçu l'accord préalable du Préfet.

ARTICLE 2 - OBJET DU SOUS-TRAITE

Ce sous-traité a pour objet l'équipement, l'entretien et l'exploitation du **lot de plage n°1** tel que défini sur le plan joint en annexe.

La métropole Toulon Provence Méditerranée, en application de l'acte de concession, sous-traite l'exercice de ses droits et obligations intéressant le **lot de plage n°1**, ainsi que la perception des recettes correspondantes.

Le lot de plage s'entend comme étant une unité foncière indivisible devant obligatoirement être exploitée *intuitu personæ* dans sa totalité par le seul sous-traitant et qui ne peut en aucune manière, sous peine de résiliation immédiate du sous-traité, faire l'objet en tout ou partie, à titre gracieux ou payant, au profit d'un tiers, d'un transfert, y compris temporaire, de l'exercice des droits et obligations intéressant ledit lot de plage.

Il résulte donc de l'alinéa précédent que les location-gérance, gérance libre, gérance appointée, gérance-mandat, mandat de gestion et, d'une manière générale, toutes formes de locations et sous-locations sont formellement prohibées. Seules les dispositions précisées à l'article 19 du présent sous-traité pourront être mises en œuvre.

ARTICLE 3 – DESCRIPTION DU LOT SOUS-TRAITE

La nature, les caractéristiques, l'implantation et les prescriptions techniques de ce lot sont définies dans l'acte de concession. Ces caractéristiques, sans dépasser les valeurs maximales fixées par le cahier des charges, sont reprises dans les pièces constitutives du présent sous-traité et sont les suivantes.

Le sous-traitant du **lot n°1** est autorisé à :

- occuper une surface maximale de **200 m² (20 m x 10 m)** ;
- exercer exclusivement l'activité de location de matelas/parasols. Seul du mobilier nécessaire à cette activité est permis. Aucune construction n'est autorisée. Le lot doit être accessible aux personnes à mobilité réduite.

Dispositions communes aux lots

Seules les activités mentionnées pour le lot, tel que décrit à l'article 6 du cahier des charges de la concession de plage jointe au présent contrat, peuvent être exercées, et ce uniquement sur l'emprise desdits lots telles qu'elles figurent sur le plan de concession.

Toutes autres activités comme, par exemple, celles relatives à des soirées festives avec ou sans intervention d'un prestataire extérieur (dj, chanteur, animateur...), location de matériels (non prévue dans l'activité du lot), tirs de feux d'artifices, mariages, feux de camp, vente de textiles, prestations de bien être telles que massages... ou activités à caractère publicitaire, sont formellement interdites sur les lots et sur l'emprise de la concession de plage.

Par ailleurs, la location dite « au comptoir » ou la mise à disposition gracieuse de matelas/parasols destinés à offrir ce type de matériel au public en dehors de l'emprise du lot visé à l'article 6 du cahier des charges de la concession de plage jointe au présent contrat est strictement interdite.

L'implantation du lot doit être réalisée de façon contradictoire entre le concessionnaire et le sous-traitant avant le démarrage de l'exploitation à l'aide de repères sous forme de bornes apparentes.

La délimitation matérielle du lot doit exclusivement être réalisée de façon légère et amovible (en toile par exemple).

Le terme « *plage privée* » ne peut être mentionné ni aux abords, ni sur les lots, ni sur aucun support publicitaire relatif à l'exploitation du présent lot. Seules les mentions « *plage balnéaire* » ou « *établissement de plage ... (suivie de la raison sociale)* » peuvent être admises.

Le sous-traitant devra respecter l'environnement et les habitats naturels en présence qu'ils soient terrestres ou marins. Il ne devra pas porter atteinte à l'intégrité du domaine par des décaissements, remblaiements, exondements ou emprunts de sable sur la plage environnante.

Sur chaque lot, le sous-traitant doit détenir le présent cahier des charges, le plan de concession, et sa convention d'exploitation.

ARTICLE 4 – DUREE DU SOUS-TRAITE

Le présent sous-traité est conclu pour 6 périodes d'exploitation consécutives maximum à compter du 1^{er} janvier 2025 ou à compter de la notification si elle est postérieure, et se terminera en tout état de cause le 31 décembre 2030.

La période d'exploitation est fixée du 1^{er} avril (ou, pour la première année d'exploitation, de la date de notification du sous-traité si elle est postérieure) au 30 octobre de chaque année (montage et démontage compris) en vertu de délibération du Conseil Métropolitain n°22/06/169 du 28 juin 2022.

Toutefois, il est nécessaire de rappeler qu'à compter du 23 août 2030, date d'échéance du classement de la commune en station de tourisme et dans l'éventualité où il n'y aurait pas de continuité de ce classement, la période d'exploitation devra être ramenée à 6 mois, voire 8 mois s'il est fait application des dispositions de l'article R 2124-17 du CGPPP.

ARTICLE 5 – REDEVANCE

Chaque année N, le sous-traitant est redevable envers le concessionnaire d'une redevance annuelle tenant compte des avantages de toute nature que lui procure l'occupation et correspondant à :

- une part fixe forfaitaire de **5472,00** euros liée à l'emprise du lot de plage dont l'occupation est autorisée ;
- et une part variable de **2 % du chiffre d'affaires HT** global sur la totalité des activités faisant l'objet de l'ensemble contractuel au cours de l'année N tel que ce chiffre d'affaires ressort du rapport annuel remis par le sous-traitant qui ne saurait être inférieure à 1%.

A l'attention des candidats

Les candidats doivent obligatoirement faire une proposition de part variable de la redevance annuelle qui repose sur un pourcentage du chiffre d'affaires HT au titre de l'exploitation de l'ensemble des activités faisant l'objet de l'ensemble contractuel au cours de l'année N.

Ce pourcentage ne saurait être inférieur à 1%.

Il s'acquittera de cette somme auprès de monsieur le Trésorier Principal.

5.1 REDEVANCE PRISE SUR LE MONTANT FORFAITAIRE

La redevance prise sur le montant forfaitaire est révisable chaque année par le concessionnaire, dans les conditions ci-après :

- le montant de la redevance prise sur le montant forfaitaire que le sous-traitant s'engage à verser est ferme la première année ;
- la redevance prise sur le montant forfaitaire sera ensuite révisée annuellement à compter de la date anniversaire du présent sous-traité, selon la variation de l'indice du coût des loyers commerciaux publié par l'INSEE, selon la formule ci-après :

$$R_n = R_o * (0,15 + 0,85 \text{ ILC-I} / \text{ILC-Io})$$

R_n : Nouvelle redevance

R_o : Redevance d'origine

ILC-Io : indice du coût des loyers commerciaux lors de la signature du contrat

ILC-I : dernier indice connu du coût des loyers commerciaux à la date anniversaire du contrat

La redevance de la part fixe forfaitaire sera majorée en cas d'application de pénalités pour non-respect de ses obligations par le sous-traitant conformément à l'annexe n°1 du sous-traité.

5.2 MODALITES DE VERSEMENT :

Partie fixe :

S'agissant de la partie fixe de la redevance, le sous-traitant s'acquittera de la redevance auprès de M. le Trésorier Principal le 31 octobre de l'année N.

Partie variable :

S'agissant de la partie variable de la redevance, le sous-traitant s'acquittera de la redevance provisoire sur la base du chiffre d'affaires HT figurant au compte d'exploitation prévisionnel pour l'année N.

Le recouvrement de la partie variable de la redevance donne lieu à l'émission de titre de recettes provisoire, au plus tard le 31 octobre de l'année N.

Au plus tard le 31 octobre de l'année N+1, le montant définitif de la partie variable de la redevance est arrêté en fonction du chiffre d'affaires HT certifié, réellement réalisé au titre de l'année N.

Dans le cas où le chiffre d'affaires annuel HT figurant au compte d'exploitation prévisionnel est inférieur au chiffre d'affaires annuel HT réellement réalisé, le sous-traitant est redevable de la différence entre le montant de la partie variable de la redevance due sur le chiffre d'affaires annuel HT réel et le montant de la partie variable de la redevance provisoire versée sur la base du chiffre d'affaires annuel HT prévisionnel.

Le recouvrement de cette somme donne lieu à l'émission de titre de recettes.

5.3 CAS PRORATISATION :

Proratisation de la redevance :

La première année d'exploitation du lot de plage peut entraîner une proratisation de la redevance. Cette proratisation sera la conséquence d'une impossibilité pour le sous-traitant d'exploiter le lot de plage pour un fait extérieur à sa volonté dans la période minimale imposée, soit du 15 juin au 15 septembre (exemple : notification tardive du sous-traité). Ce fait ne devra pas être la conséquence d'une contrainte ou d'un risque identifié dans la concession, ni d'une négligence du sous-traitant. La période d'exploitation de la première année aura comme jour de départ, le premier jour d'exploitation effective de la concession, à condition que le sous-traitant ait effectué les diligences nécessaires à l'exploitation de son lot dans un délai raisonnable.

ARTICLE 6 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU SOUS-TRAITE

6.1 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU SOUS-TRAITE

Le présent sous-traité comprend, par ordre de priorité :

- Le cahier des charges de la concession de plage et ses avenants éventuels ;
- Le plan général de la concession de plage ;
- Le plan d'aménagement du lot
- Le présent sous-traité d'exploitation ;
- La copie de l'arrêté préfectoral accordant la concession de plage et ses modifications éventuelles.

6.2 DOCUMENTS ANNEXES

- Annexe 1 : la convention annexe au sous-traité d'exploitation ;
- Annexe 2 : le mémoire technique ;
- Annexe 3 : le mémoire financier ;
- Annexe 4 : le compte d'exploitation prévisionnel ;
- Annexe 5 : le modèle de Rapport Annuel du Déléataire à titre d'exemple.

AP

ARTICLE 7 – REGLEMENTS DIVERS

Le sous-traitant est tenu de se conformer aux codes, lois, décrets et règlements en vigueur et notamment aux articles R.2124-13 à R.2124-38 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques relatifs aux concessions de plage.

Le sous-traitant est tenu de respecter l'ensemble des dispositions de la concession de plage (cahier des charges et plan d'aménagement). Il doit détenir sur son lot, tenus à la disposition du public qui souhaite les consulter, le sous-traité et l'ensemble des pièces qui le constituent.

Le sous-traité n'est pas constitutif de droits réels, au sens des articles L.2122-5 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques. Il n'est pas soumis aux dispositions des articles L.145-1 à L.145-60 du Code de Commerce et ne confère pas la propriété commerciale à son titulaire.

Le sous-traitant prend le domaine public concédé en l'état où il se trouve le jour de la signature du sous-traité. Il ne confère pas au sous-traitant de droits supérieurs à ceux accordés au concessionnaire.

Le sous-traitant ne peut réclamer aucune indemnité à l'État en cas de modification de l'état de la plage, de dégâts occasionnés aux installations du fait de l'action de la mer ou d'un autre phénomène naturel. Aucune indemnité n'est due du fait de la mise en œuvre par le Préfet des mesures indispensables à la conservation du domaine public maritime.

Sur la plage concédée, le sous-traitant devra conserver une bande de passage d'une largeur suffisante, destinée à la libre circulation et au libre usage du public, qui sera préservée tout le long de la mer conformément au plan annexé à la présente convention. Cette bande, d'un minimum de **5 mètres**, sera considérée comme devant être accessible de tout temps (sauf en cas de perturbations météorologiques exceptionnelles).

En cas d'érosion de la plage ou lorsque l'état de la mer le nécessitera, le lot de plage sera automatiquement diminué dans sa profondeur par l'exploitant afin de toujours respecter un espace de **5 mètres** destiné à la libre circulation et au libre usage du public le long de la mer.

Dans ces conditions, ni le concessionnaire, ni l'exploitant ne peuvent lever contre l'État une quelconque réclamation dans le cas de troubles de jouissance résultant des effets naturels de la mer, notamment en ce qui concerne le taux d'occupation et l'espace significatif au droit des lots imposant le libre usage et le libre passage des usagers du DPM. Il en est de même du sous-traitant vis-à-vis du concessionnaire.

ARTICLE 8 – DISPOSITIONS GENERALES

Le sous-traitant de plage peut être une personne morale, de droit public ou de droit privé, ou une personne physique ainsi que, le cas échéant, un groupe de personnes physiques détenant en indivision les équipements ou installations de plage et limité aux conjoints ou aux personnes unies par un pacte civil de solidarité ainsi qu'à leurs ascendants et descendants directs.

Lorsque le sous-traitant de plage est une personne morale de droit privé, il désigne une personne physique responsable de l'exécution du sous-traité d'exploitation. Celle-ci informe le concessionnaire et le Préfet dans un délai d'un mois de toute modification dans l'actionnariat de la personne morale ayant pour effet une modification du contrôle au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce. Le changement de la personne physique responsable de l'exécution du sous-traité d'exploitation ne peut s'effectuer sans avenant préalable. En cas de liquidation judiciaire du sous-traitant, le sous-traité est automatiquement résilié si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L.641-11-1 du Code de Commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant de plage est un groupe de personnes physiques, ce dernier désigne, en son sein, une personne responsable de l'exécution du sous-traité d'exploitation.

Le sous-traitant doit appliquer les dispositions contenues dans les documents définis à l'article 6 ci-dessus et dans les articles du cahier des charges et sur le plan général de l'acte de concession, dont il a pris connaissance. Il s'engage à assumer personnellement les droits et obligations liés à la concession.

Le sous-traitant est tenu de se conformer aux règlements relatifs à l'urbanisme, à la construction, à la protection des sites, aux extractions de matériaux, ainsi qu'à toute la réglementation concernant le domaine public maritime.

Le sous-traitant assurera l'entretien, la propreté et la salubrité de la totalité de son lot, des constructions, des équipements et des matériels, ainsi que de leurs abords.

Le sous-traitant ne pourra exploiter que l'activité pour laquelle il a obtenu le sous-traité, telle que définie dans le cahier des charges de la concession.

Un registre spécifique, destiné à recevoir les observations du public formulées à l'encontre du concessionnaire, du sous-traitant ou de ses employés, sera tenu sur le lot. A la fin de chaque saison balnéaire, ce registre sera transmis au concessionnaire, lequel le transmettra au service en charge de la gestion du DPM du Var accompagné de sa propre analyse.

La durée de la période d'exploitation de la concession de plage ne pourra excéder 6 mois. Toutefois, cette durée pourra être prolongée si la commune répond aux dispositions des articles R.2124-17 à R.2124-19 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Dans le cas où la commune bénéficie d'un classement en station tourisme, les exploitants bénéficiant d'une autorisation annuelle spéciale délivrée par le concessionnaire, après avis conforme du Préfet, pourront maintenir leurs installations sur le domaine public maritime au-delà de la période d'exploitation définie à l'article 4.

Pour cela, le sous-traitant devra solliciter auprès du concessionnaire, une autorisation annuelle spéciale conformément aux conditions énoncées à l'article R.2124-19 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Les installations du lot seront montées et démontées dans la période d'exploitation fixée par la concession. La surface de la plage concédée doit être libre de tout équipement et installation démontable ou transportable du lot en dehors d'une période définie dans la concession.

A l'échéance du sous-traité, le sous-traitant devra remettre les lieux dans leur état primitif et naturel. Faute de quoi des poursuites pour contravention de grande voirie pourraient être engagées à son encontre, sans préjudice de la possibilité pour le concessionnaire de les faire exécuter aux frais et risques du sous-traitant après une mise en demeure restée infructueuse pendant un délai maximal de 15 jours.

Pollution lumineuse :

Afin de limiter les impacts des pollutions lumineuses sur la biodiversité littorale, convient d'éviter toute source de lumière artificielle nocturne éclairant le domaine public maritime, qu'elle soit fonctionnelle, ornementale ou publicitaire.

En cas de nécessité absolue d'éclairer, toutes les mesures de réduction doivent être prises pour limiter la quantité de lumière émise éclairant le domaine public maritime : mesures techniques (travail sur le luminaire, aspect qualitatifs et quantitatifs de l'éclairage, dispositif de masquage au sol ou sur le luminaire) et temporelles (extinction de l'activité, dispositif de détection de présence, etc). Il convient de se référer à l'arrêté ministériel du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses. Il précise, notamment, que toute nouvelle installation d'éclairage en zone littorale et susceptible d'être visible depuis la mer ou la plage, est orientée dos à la mer, et/ou équipée d'un dispositif masquant le point lumineux pour supprimer l'éclairage vers le domaine public maritime, et éclaire uniquement une surface terrestre utile tout en respectant les seuils de température et de couleur prévu par l'arrêté.

Laïcité et neutralité du service public

Le présent contrat confie à son sous-traitant l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics le sous-traitant doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Le sous-traitant veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le sous-traitant titulaire communique à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'autorité concédante en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le sous-traitant méconnaît les obligations susvisées, l'autorité concédante met en œuvre la procédure décrite à l'article 3.1 de l'annexe « Convention annexe » et, le cas échéant, le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le concessionnaire s'expose à une pénalité mentionnée dans l'annexe 1. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du concessionnaire.

ARTICLE 9 – INSTALLATIONS SUPPLEMENTAIRES

Le concessionnaire, après avis du service en charge de la gestion du DPM du Var, peut demander au sous-traitant de mettre en service les installations supplémentaires nécessaires à la salubrité et à la sécurité de la plage.

En cas de désaccord entre le concessionnaire et le sous-traitant sur les modalités techniques et financières de mise en œuvre de cette obligation, la décision incombe au service en charge de la gestion du DPM, le sous-traitant et le concessionnaire entendus.

Les travaux de modifications rendus nécessaires par les effets du temps, de l'usage, d'événements climatiques ou de la réglementation sur la salubrité et la sécurité, ne pourront être exécutés qu'une fois l'autorisation domaniale dûment délivrée par le concédant, et sous réserve de l'obtention des autres autorisations éventuelles (permis de démolir, permis de construire, etc.).

Le sous-traitant ne pourra élever à l'encontre du concessionnaire aucune réclamation du fait d'un refus d'autorisation domaniale qui lui aurait été opposé par le concédant ou les autorités compétentes pour la délivrance d'autres autorisations éventuellement requises.

ARTICLE 10 – PROJETS ET EXECUTION DES TRAVAUX

Le sous-traitant soumet au concessionnaire les projets d'exécution et de modification de toutes les installations.

Ces travaux ne pourront être exécutés qu'une fois l'autorisation domaniale dûment délivrée par le concédant, et sous réserve de l'obtention des autres autorisations éventuelles, notamment au regard du Code de l'Urbanisme (déclaration préalable, permis de construire, etc.).

Tous les ouvrages, dont l'implantation avant travaux aura été vérifiée par le représentant de l'État, seront exécutés conformément aux projets, en matériaux de bonne qualité et mis en œuvre suivant les règles de l'art.

ARTICLE 11 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE SALUBRITE ET DE SECURITE

Le maire assurera, durant la saison balnéaire, les missions touchant à la sécurité (mise en place d'un balisage, surveillance des plages).

Le concessionnaire assurera les missions touchant à la salubrité, au nettoyage et à l'entretien.

Le sous-traitant prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer la salubrité, la sécurité et le cas échéant l'accessibilité du public au droit et à l'intérieur de son lot de la plage.

ARTICLE 12 – REGLEMENT DE POLICE ET D'EXPLOITATION

Le sous-traitant est tenu de respecter et de faire respecter le règlement de police et d'exploitation de la plage établi par le maire et approuvé par le Préfet.

Il prend toutes dispositions utiles pour porter ce règlement à la connaissance du public, notamment par voie d'affiche à l'intérieur de son lot.

ARTICLE 13 – RESILIATION DE PLEIN DROIT

Le sous-traité sera résilié de plein droit dans le cas de la révocation de la concession par le Préfet, conformément au cahier des charges. La redevance du sous-traité au concessionnaire cesse alors d'être due à partir de la date de l'arrêté du Préfet prononçant la révocation de la concession.

Dans ce cas, le sous-traitant a droit à une indemnité destinée à couvrir le préjudice direct, matériel et certain né de son éviction anticipée laquelle correspond à :

- Au manque à gagner de l'occupant sur la durée résiduelle de l'ensemble contractuel indissociable, en cohérence avec les résultats présentés dans les rapports annuels des exercices écoulés. Le montant du manque à gagner ne pourra excéder la moyenne des montants de part variable de la redevance versés sur les exercices écoulés.
- La valeur nette comptable des travaux et installations non encore amortis, dûment justifiée par l'occupant au moyen de documents comptables.

Cette indemnité est à la charge du concessionnaire, dans les cas énoncés à l'article 18 du cahier des charges de la concession.

Le sous-traitant est tenu d'adresser au concessionnaire, dans le délai de 10 jours suivant la notification de la décision de résiliation et par tout moyen permettant de donner date certaine à cet envoi, un mémoire comprenant l'ensemble des éléments et justificatifs permettant le calcul de son indemnité selon les modalités rappelées aux alinéas précédents.

A défaut de notification de ces éléments dans le délai susvisé, il est réputé avoir renoncé à toute indemnité.

La part fixe de la redevance d'occupation domaniale versée d'avance est remboursée au sous-traitant au prorata dans le délai de 30 jours suivant la date d'effet de la résiliation.

Le montant définitif de la part variable de la redevance d'occupation domaniale est arrêté par le concessionnaire dans le délai de dix jours suivant la remise par le sous-traitant du rapport annuel correspondant à l'année au cours de laquelle la résiliation a pris effet.

L'écart éventuel entre le montant versé d'avance et le montant réellement dû est réglé conformément aux principes fixés par l'article 5.2.

ARTICLE 14 – RESILIATION POUR INTERET GENERAL

Le sous-traité peut être résilié à tout moment par décision motivée d'intérêt général et notamment en cas de mise en œuvre d'un plan d'utilisation de l'espace entraînant une modification du secteur concerné.

Dans ce cas, le sous-traitant est indemnisé du préjudice direct, matériel et certain né de son éviction anticipée conformément aux principes fixés à l'article 13 du présent sous-traité.

ARTICLE 15 – RESILIATION PAR LE CONCESSIONNAIRE

Les sous-traités peuvent être résiliés sans indemnité à la charge du concessionnaire, par décision motivée de ce dernier, après mise en demeure et après que le sous-traitant a été mis en mesure de présenter ses observations, en cas de manquement du sous-traitant à ses obligations, et notamment :

- 1° en cas de non-respect des stipulations du sous-traité, notamment des clauses financières ;
- 2° en cas d'infraction aux lois et règlements en vigueur, notamment à la réglementation générale relative à l'occupation du domaine public maritime, à l'urbanisme, à la construction, à la protection des sites et à la sécurité ;
- 3° si l'emplacement du sous-traité est resté inexploité ou insuffisamment exploité, au regard des conditions de délivrance de la convention, pendant une période d'un an ;
- 4° en cas de non-démontage en dehors de la période prévue dans la concession, lorsque le sous-traitant ne bénéficie pas d'une autorisation annuelle spéciale ;
- 5° en cas de non-respect de la durée minimale d'ouverture annuelle de quarante-huit semaines, lorsque le sous-traitant bénéficie d'une autorisation annuelle spéciale ;
- 6° en cas de non-respect de l'obligation d'exploiter *intuitu personæ* le lot de plage, c'est-à-dire s'il a confié à un tiers, sous quelque forme que ce soit, à titre payant ou gracieux, y compris à titre temporaire, l'exercice de tout ou partie des droits et obligations intéressant le lot de plage ;
- 7° en cas de non-exécution des travaux d'aménagement sur lesquels le sous-traitant s'est engagé dans son offre ;

En cas d'infraction grave aux lois et règlements en vigueur, les sous-traités peuvent être résiliés sans mise en demeure, après que le sous-traitant a été mis en mesure de présenter ses observations.

Le concessionnaire informe le Préfet des cas de résiliation de sous-traité.

La redevance versée d'avance par le sous-traitant reste acquise au concessionnaire.

ARTICLE 16 – RESILIATION PAR LE PREFET

Le Préfet peut, après mise en demeure du sous-traitant et après que le concessionnaire a été mis en mesure de présenter ses observations, se substituer à celui-ci pour assurer l'exécution du sous-traité. Le Préfet peut, en particulier, résilier les sous-traités dans les cas prévus à l'article 15.

ARTICLE 17 – RESILIATION A LA DEMANDE DU SOUS-TRAITANT

Le sous-traitant a la faculté de demander au concessionnaire la résiliation de son sous-traité s'il estime être confronté à un cas de force majeure résultant d'un événement extérieur aux parties, imprévisible au jour de la conclusion du sous-traité et irrésistible dans ses effets.

La demande de résiliation doit être présentée au concessionnaire par tout moyen permettant de donner date certaine à sa réception.

Le concessionnaire se prononce sur la demande du sous-traitant dans le délai d'un mois suivant la réception de celle-ci. Il peut s'opposer à la rupture des relations contractuelles s'il estime que l'événement invoqué par le sous-traitant ne remplit pas les conditions de la force majeure.

Si un tel refus lui est opposé, le sous-traitant doit poursuivre l'exécution du sous-traité. Tout manquement de sa part à cette obligation est de nature à entraîner la résiliation du contrat à ses torts exclusifs, dans les conditions de l'article 15.

Dans le cas où la résiliation demandée par le sous-traitant est autorisée par le concessionnaire, celui-ci en fixe la date d'effet. La redevance d'occupation domaniale éventuellement versée par le sous-traitant reste acquise au concessionnaire et le sous-traitant ne peut prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 18 – REMISE EN ETAT DES LIEUX

Dans tous les cas de résiliation, la remise des lieux dans leur état naturel et primitif incombe au sous-traitant, dans le délai imparti mentionné dans l'arrêté de résiliation et sans préjudice des poursuites pour contravention de grande voirie, ni de la possibilité pour le concessionnaire de faire exécuter la remise en état aux frais et risques du sous-traitant après une mise en demeure de ce dernier restée infructueuse à l'issue d'un délai maximal de 15 jours.

ARTICLE 19 – TRANSFERT DU SOUS-TRAITE – MODIFICATION DE LA REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

1) Transfert du sous-traité.

Le sous-traitant de plage, personne physique, peut transférer le sous-traité à son conjoint ou à la personne à laquelle il est lié par un pacte civil de solidarité ou à l'un de ses descendants ou ascendants pour la durée de la convention restant à courir. Tout transfert doit faire l'objet d'un accord préalable du concessionnaire sollicité par le sous-traitant. Le bénéficiaire du transfert est subrogé dans l'ensemble des droits et obligations nés du sous-traité.

En cas de décès d'un sous-traitant de plage personne physique, le conjoint, les ascendants et descendants peuvent, dans un délai de six mois à compter du décès et à condition d'obtenir l'accord du concessionnaire, s'entendre pour transférer à l'un ou plusieurs d'entre eux le sous-traité pour la durée restant à courir. Faute d'accord entre eux, à l'issue de ce délai, le concessionnaire déclare la vacance du sous-traité. Le ou les bénéficiaire(s) du transfert est (sont) subrogé(s) dans tous les droits et obligations nés du sous-traité.

Le concessionnaire, dans tous les cas nécessitant son accord, dispose d'un délai de deux mois à partir de la notification de la demande pour faire connaître son assentiment. L'absence de réponse dans ce délai vaut accord.

Le concessionnaire informe le Préfet de toute modification du sous-traité initial ou, le cas échéant, de son refus d'accord au changement envisagé par le sous-traitant.

Un avenant de transfert sera établi conformément à l'acte de concession.

Le sous-traitant de plage, personne physique ou groupement de personnes physiques, ne peut transférer le sous-traité en dehors des cas visés au présent article. Notamment, il ne peut transférer le sous-traité à une société ou une personne morale à laquelle il participe en qualité d'associé ou d'actionnaire.

2) Modification de la répartition du capital social

Lorsque le sous-traitant de plage est une personne morale de droit privé dont le capital est réparti en parts ou actions, la personne physique responsable de l'exécution du sous-traité informe le concessionnaire et le Préfet de toute modification dans son actionnariat par rapport à la situation existante lors de la signature du sous-traité ayant pour effet une modification du contrôle au sens de l'article L.233-3 du Code du Commerce.

Cette information doit être portée à la connaissance du concessionnaire et du Préfet au moins un mois avant l'intervention de cette modification par tout moyen permettant de donner date certaine à sa réception.

Elle fait apparaître la liste exhaustive des personnes physiques et morales dont il est envisagé qu'elles détiennent des parts ou des actions au capital de la personne morale dans le cadre de la modification projetée et comporte un projet de modification des statuts de la société.

Le concessionnaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception d'une information complète pour faire connaître à la personne physique responsable de l'exécution du sous-traité sa décision d'agrément ou de refus d'agrément, après avoir consulté le Préfet pour avis.

En cas de demande incomplète, le concessionnaire en informe dans les meilleurs délais le sous-traitant et lui demande de compléter sa demande. Le délai de 15 jours ne commence alors à courir qu'à compter de la réception des compléments d'information demandés.

Le silence gardé par le concessionnaire durant ce délai vaut refus de la modification.

S'il y a lieu, l'agrément délivré par le concessionnaire informe la personne physique responsable de l'exécution du sous-traité de la redevance d'occupation restant à régler.

3) Subdélégation

Le titulaire s'engage à assumer personnellement les droits et obligations liés à la concession.

Aucune subdélégation à des tiers d'une partie des missions qui lui sont confiées par présent contrat ne pourra avoir lieu sans obtention préalable de l'agrément exprès de la Métropole TPM.

ARTICLE 20 – TARIFS

Les tarifs pour l'usage des installations et matériels et pour les activités que le sous-traitant est autorisé à exploiter sur le lot, ainsi que leurs modifications, sont appliqués conformément à la réglementation en vigueur relative à la liberté des prix et de la concurrence. Ils sont portés à la connaissance du public par toutes voies de marquage, d'étiquetage, d'affichage ou autre procédé approprié.

ARTICLE 21 – COMPTES ANNUELS

Avant le 1^{er} juin de l'année N+1, le sous-traitant adressera au concessionnaire un rapport conforme au modèle fourni et comportant notamment les comptes financiers, tant en investissement qu'en fonctionnement, afférents à l'ensemble contractuel indissociable ainsi qu'une analyse du fonctionnement de cet ensemble, en particulier au regard de l'accueil du public et de la préservation du domaine.

ARTICLE 22 – IMPOTS ET TAXES

Le sous-traitant acquittera tous les impôts et les taxes afférents à l'exploitation du lot objet du présent sous-traité.

ARTICLE 23 – RESEAUX

Les frais de raccordement aux réseaux d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphone, ainsi que les montants des consommations sont à la charge des sous-traitants.

ARTICLE 24 – ASSURANCES

Le sous-traitant devra s'assurer contre les risques en responsabilité civile pour l'ensemble des activités et biens, objets du sous-traité. Il devra fournir annuellement au concessionnaire la copie des contrats souscrits.

Accord préalable du Préfet du Var,
Volet Domanial
Toulon, le.....

Lu et accepté
A TOULON.,
le.. 28/06/2024.

Le sous-traitant,

(Signature et cachet du sous-traitant)

A Toulon, le

Le concessionnaire
Monsieur Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole

Toulon Provence Méditerranée

La Petite Plage - SARL CANARI
420, Corniche de la Coudoulière
83140 SIX FOURS LES PLAGES
Tél: 04 94 34 61 27
Siret: 752 897 975 00013 APE: S610A
N° TVA Int: FR49752897975

